

SANTÉ FINANCIÈRE DU PAYS

La cacophonie !

Discours contradictoires. Analyses antinomiques. La situation financière de l'Algérie fait dire tout et son contraire. De Bouteflika à Ouyahia, en passant par le ministre des Finances et celui de l'Energie, l'appréciation de la situation renseigne sur la cacophonie au sommet de l'Etat et entame un peu plus la crédibilité de l'Algérie.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - En déclarant dimanche que le pays s'apprêtait à vivre une période de vaches maigres, le chef de l'Etat fait table rase de toutes les analyses faites jusque-là. En plus de contredire son Premier ministre et plusieurs membres de l'exécutif, Bouteflika se contredit lui-même. Il déclarait récemment à l'occasion d'un Conseil des ministres que «les ressources financières sont disponibles et les programmes sont déjà, dans leur totalité, à un stade de réalisation bien avancé».

Qu'est-ce qui a bien pu se passer en si peu de temps pour que le chef de l'Etat change radicalement de position ? Absolument rien si ce n'est la persistance de la navigation à vue et l'absence de cohérence. Une situation qui perdure depuis les prémices de la crise financière et qui prend l'allure d'une véritable mascarade. Premier à ouvrir les hostilités, le ministre des Finances.

Souvent interpellé, Karim Djoudi a été dans un premier temps catégorique : l'Algérie est à l'abri de toute crise, répétait-il inlassablement. «Les décisions prises par le gouvernement et les autorités financière et monétaires nationales en matière de conduite de financement de notre économie et de la gestion de nos actifs extérieurs à travers la dette extérieure ou les réserves de change font que nous avons les éléments de protection de notre économie. La politique de désendettement suivie par l'Algérie l'a épargnée de la hausse des taux d'intérêts et de la crise des liquidités induites par la crise.

Le matelas de devises dont dispose le pays est



géré de manière prudente.» Rattrapé par la réalité, Djoudi a fini par réaménager quelque peu ses propos pour dire que, finalement, si les prix du pétrole chutaient, l'Algérie pourrait connaître quelques «souds». Jusqu'aboutiste, le gouverneur de la Banque d'Algérie n'a pas hésité à dire que les disponibilités financières actuelles de l'Algérie peuvent «assurer le finance-

ment des investissements publics pour plus de deux ans et même à un rythme supérieur à celui enregistré en 2008».

En matière de surenchère, le Premier ministre a fait mieux. S'adressant aux sénateurs à l'occasion de la présentation du programme du gouvernement, Ouyahia s'est montré rassurant en affirmant que «notre pays dispose de 138 milliards

de dollars de réserves de change et d'un Fonds de régulation des recettes doté actuellement de plus de 4 000 milliards de dinars, ce qui lui permettra de faire face à tous ses engagements extérieurs durant cinq années sans recourir à l'emprunt à l'étranger même avec un baril à 30 dollars durant ces cinq années y compris les factures de gestion, d'alimentation, de médicaments et du matériel. L'Algérie sera à l'abri de ses répercussions conjoncturelles directes». Seule voix discordante, celle de Khelil qui affirmait le 10 novembre dernier que «notre pays est touché par les méfaits de la crise. Il perd deux milliards de dollars en 2008 si la crise persiste pendant trois ans, il est clair que le programme d'investissements publics sera revu».

Une analyse à laquelle a fini par adhérer le chef de l'Etat et qui a le mérite non pas de clarifier les choses mais d'ajouter un peu plus d'opacité.

N. I.

CELA S'EST PASSÉ À METLILI
La chute du président

Photos: Samir Sid

Quelques minutes à peine après l'incident, le chef de l'Etat a regagné normalement son véhicule.

Le président de la République acheva dimanche sa visite dans la wilaya de Ghardaïa sur une humeur douloureusement contrariée. A Metlili, en effet, alors qu'il effectuait l'ultime inspection inscrite au programme de sa visite, il chuta lourdement, suscitant une grande panique chez ses accompagnateurs. Cela se passa au moment où il s'apprêtait à pénétrer à l'intérieur d'une tente érigée dans un centre de transit. Il trébucha et chuta genoux contre terre. Sa garde rapprochée eut la réaction prompte pour le soulever, mais aussi pour le protéger, puisqu'elle se déploya autour de lui afin de le soustraire aux regards curieux. Finalement, il y eut plus de peur que de mal. Le président poursuivit son inspection qu'il agrémenta de poignées de main avec les sinistres rassemblés sur le lieu.

S. A. I.

CE QU'ILS ONT DIT

Ouyahia devant
les sénateurs :

«Avec 138 milliards de dollars de réserves de change et un Fonds de régulation des recettes doté actuellement de plus de 4 000 milliards de dinars, on pourra faire face à tous ses engagements extérieurs durant cinq années sans recourir à l'emprunt à l'étranger. Même avec un baril à 30 dollars durant ces cinq années. L'Algérie est capable de payer les factures essentielles durant les cinq prochaines années.»

Bouteflika lors du dernier
Conseil des ministres :

«Les ressources financières sont dispo-

nibles, les programmes sont déjà, dans leur totalité, à un stade de réalisation bien avancé.»

Karim Djoudi, en marge
d'une plénière à l'APN :

«Même si l'Algérie subit les effets de cette crise internationale où les échanges sont globaux, il n'en demeure pas moins que les décisions prises par le gouvernement et les autorités financières et monétaires nationales en matière de conduite de financement de notre économie et de la gestion de nos actifs extérieurs à travers la dette extérieure ou les réserves de change font que nous avons les éléments de protection de notre économie.»

Chakib Khelil,
le 10 novembre dernier :

«Notre pays est touché par les méfaits de la crise. Il perd deux milliards de dollars en 2008 en raison de la baisse de production décidée par l'Opep pour freiner la chute des cours. Si la crise persiste pendant trois ans, il est clair, avoue M. Chakib Khelil, que le programme d'investissements publics sera revu, c'est-à-dire réajusté ou retardé.»



Mohamed Laksaci :

«Les disponibilités financières actuelles de l'Algérie peuvent assurer le financement des investissements publics pour plus de deux ans et même à un rythme supérieur à celui enregistré en 2008, permettant à l'Algérie de faire face sereinement aux chocs extérieurs même si la crise venait à perdurer.»

